Les femmes afghanes

1919

Le renversement du régime taliban par le gouvernement américain, en octobre 2001, se voulait, entre autres, un acte de libération pour les femmes afghanes. Six ans plus tard, qu'en est-il de cette libération?

OSIRE GLACIER

Les femmes afghanes sont parmi les premières femmes musulmanes à avoir connu l'émancipation. En effet, dès 1919, le roi Amanoullah avait fait de l'émancipation des femmes l'un des piliers de la modernisation de l'Afghanistan. Ce faisant, il avait, entre autres, encouragé le dévoilement des femmes et promulgué des lois relatives au mariage et au divorce. Plus tard, la reine Homaïra, conjointe de Zaher Chah (1933-1973), poursuivit le projet en créant la première « Institution des femmes afghanes » en 1946. Conjointement avec le gouvernement, on œuvrait pour que les femmes afghanes aient les mêmes droits que les hommes afghans. Quand les communistes prirent le pouvoir, en 1978, ils intégrèrent l'émancipation des femmes au projet de la révolution de la société afghane. Conséquemment, de plus en plus de femmes afghanes avaient un bon niveau d'éducation,

participaient à la sphère publique et connaissaient une certaine autonomie personnelle.

Avec l'arrivée des talibans au pouvoir, ce projet de l'émancipation des femmes prit fin. En effet, ces derniers ont, entre autres, interdit l'éducation aux filles, obligé les femmes qui travaillaient à demeurer chez elles et imposé le port de la burqa. Par ailleurs, toute femme qui osait transgresser ces règles était punie en public par les Brigades du vice et de la vertu. Il va sans dire que la chute d'un tel régime ne pouvait que susciter de l'espoir pour la majorité des femmes afghanes. Mais il en a été autrement; la vie de la majorité de ces dernières s'est plutôt détériorée.

Goldstyn

En effet, aussi bien les statistiques que les récits des femmes qui ont pu témoigner de leur situation contredisent certains médias qui parlent, depuis la chute des talibans, d'une avancée démocratique pour les femmes afghanes. Ainsi, selon un sondage effectué par le Fonds de développement des Nations unies pour la femme (UNIFEM), 65 % des 50 000 veuves vivant à Kaboul voient le suicide comme la seule issue à leur quotidien misérable. De plus, durant les derniers mois de l'année 2006, on a recensé une centaine de tentatives de suicide à Kandahar, quoiqu'on soupçonne leur nombre réel d'être plus élevé. Dans un acte de désespoir, 64 % de ces suicidées choisissent de s'immoler, tandis que 36 % prennent un poison quelconque.

Les témoignages des femmes qui ont survécu décrivent pour la plupart des conditions de vie qui s'apparentent à l'esclavage. Ces récits semblent individuels mais relèvent en fait d'une dynamique collective. Ainsi, des pères donnent leurs filles en mariage, parfois pour s'acquitter d'une dette, parfois en échange d'une jeune femme à épouser. Ces mariages forcés signifient pour la majorité des femmes de subir la brutalité d'un conjoint et d'être asservies à la belle-famille. Toujours selon le sondage de l'UNIFEM, l'analphabétisme féminin se situe au-delà de 80 %, ce qui limite l'autonomie des femmes. De plus, entre 60 % et 80 % des mariages sont arrangés et ne tiennent compte ni du consentement des femmes, ni de l'âge légal du mariage, si bien que certaines filles sont mariées à un âge aussi jeune que six ans. De façon similaire, la crise de santé qui pèse sur l'Afghanistan affecte davantage les femmes. Ce faisant, entre 50 à 70 femmes meurent chaque jour, faute de services de soins de santé. Enfin, le sondage montre que les femmes afghanes sont souvent victimes de violence sexuelle et psychologique. En effet, les seigneurs de guerre et leurs soldats profitent de cette période d'insécurité politique pour violer impunément des femmes, kidnapper des fillettes et se livrer au trafic des femmes. Comme ces derniers cherchent à pérenniser cet état de fait, toute personne qui dénonce ces injustices est menacée, voire éliminée. Par exemple, en septembre 2006, Safia Hama Han, présidente de *Women's Affairs* à Kandahar, a été assassinée en pleine ville par des hommes armés. De même, la députée Malalai Joya a rapporté que durant l'assemblée parlementaire, on lui a jeté des bouteilles d'eau en criant : « Prenez-la et violez-la. »

Si le gouvernement américain a échoué dans son soi-disant objectif de libérer les femmes afghanes, on peut se demander comment le gouvernement canadien pourrait aider ces dernières. Pour reprendre les paroles prononcées par la députée Joya, lors de son discours du 9 septembre 2006 au Congrès du NPD à Québec, « si le Canada et d'autres gouvernements tiennent vraiment à aider le peuple afghan et à effectuer des changements positifs, il faudrait qu'ils agissent de façon autonome, plutôt que de devenir un outil avec lequel le gouvernement américain peut imposer ses mauvaises politiques. Il faut qu'ils s'alignent sur les besoins et les désirs du peuple afghan et qu'ils cessent d'aider les seigneurs de guerre et les éléments réactionnaires et ignorants au sein du système ». ●